

Solidarité avec nos camarades d'Algérie et tous les peuples en lutte pour la liberté !

lundi 7 mars 2011, par [Union syndicale Solidaires](#) (Date de rédaction antérieure : 23 février 2011).

La semaine qui vient de s'écouler a encore démontré la détermination des peuples d'Égypte, de Libye, de Tunisie, d'Algérie et du Maroc dans leur combat pour la démocratie. Des syndicalistes autonomes ont pris une part active dans ces luttes dans la plupart de ces pays et plusieurs subissent une répression violente.

Ainsi, samedi 19 janvier, la répression s'est encore abattue sur des marches pacifiques organisées à Alger ainsi qu'à Oran. La police a une fois de plus engagé des voyous pour agresser les manifestant-e-s et a assisté en spectatrice à leurs violences. Dans le quartier algérois de Belcourt, des jeunes, les émeutiers d'hier, sont venus prêter assistance aux manifestant-e-s et ont rejoint la manifestation ! Rachid Malaoui, président du SNAPAP (Syndicat national autonome des personnels de l'administration), blessé, a dû être hospitalisé. Des arrestations de syndicalistes autonomes ont encore eu lieu. Le 12 janvier déjà, lors d'une première marche organisée à Alger, la police, qui avait bouclé la ville, a arrêté plus de 500 manifestant-e-s, dont de nombreuses femmes et des syndicalistes autonomes comme le secrétaire du SATEF (Syndicat autonome des travailleurs de l'enseignement et de la formation).

Celui-ci, comme d'autres, est resté près de 9 heures en état d'arrestation... D'ailleurs, pour justifier ces arrestations, la police s'abrite encore derrière l'état d'urgence en vigueur depuis 1992.

Il y a en ce moment un véritable mouvement de contestation du pouvoir dans le pays malgré les tentatives de manœuvres d'organisations politiques à la botte du pouvoir, qui cherchent à en brouiller la visibilité.

Les jeunes émeutiers ont bravé la police pour crier leur ras-le-bol. Les grèves et les marches des syndicats autonomes et d'associations dénoncent les abus de la dictature depuis longtemps déjà.

Tous réclament la même chose, outre la levée de l'état d'urgence :

- Le respect des droits et des libertés garantis par la constitution.
- La répartition des richesses, ce que permettrait largement la redistribution de la rente pétrolière.
- Le départ du pouvoir actuel et pas seulement un changement cosmétique du gouvernement comme le disent certains partis créés par l'armée pour donner une façade démocratique à la dictature réelle. Non, c'est le départ des colonels et des généraux du Département des Renseignements et de la Sécurité (DRS, ex-Sécurité Militaire) que réclament les véritables démocrates du pays.

L'Union Syndicale Solidaires soutient ces revendications et salue le combat des syndicats autonomes algériens ainsi que celui du peuple algérien pour la démocratie.

Nous resterons vigilants à toutes les atteintes qui pourraient être faites à leurs droits et à leur personne. Nous dénonçons fermement les pressions du DRS sur les syndicalistes telles que celles, récentes, qu'ont subies des membres du Syndicat National Autonome de l'Administration Publique

(SNAPAP) dont le président est Rachid Malaoui.

Enfin, l'Union Syndicale Solidaires soutient sans réserve les luttes de ces peuples qui dénoncent aujourd'hui l'absence de liberté et l'oppression en Egypte, en Tunisie, au Maroc et en Libye.

Elle salue également le courageux combat de tous les syndicalistes autonomes qui ont pris et prennent une part active dans ces luttes et leur assure une solidarité sans faille.

Union Syndicale Solidaires

23 février 2011
